

FACE À L'ESCALADE GUERRIÈRE DE L'ÉTAT D'ISRAËL, LA COMPLICITÉ DES GRANDES PUISSANCES

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahu est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques

ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux pays. Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Du fric tout de suite !

Malgré leur beau discours sur la fin de l'inflation, dans la réalité, tous les mois c'est la galère. La Poste devrait augmenter nos salaires de plusieurs centaines d'euros et comme le disent bien des collègues, au minimum 400 euros de chèque cadeau en fin d'année. Ce serait bien normal, vu les profits que la Poste fait sur notre dos au quotidien.

Comme une odeur de débrayage.

Face aux bas salaires et au sous-effectif, l'idée des débrayages refait surface. Grâce à l'expérience acquise l'année dernière nous connaissons sa force. De l'idée à sa réalisation, il n'y a qu'un pas à faire.

Débrayage à Douai contre la réorganisation.

À Douai lundi matin, une quinzaine de facteurs ont débrayé une heure contre la réorganisation décidée en juillet. Une grève qui a permis de discuter entre collègues et de souder un groupe face à la direction. Ils demandent des effectifs supplémentaires et d'être mieux payés. Des revendications qui sont aussi les nôtres. Le mouvement pourrait donc vite devenir contagieux..

Gilet jaune, le retour !

Avec la fin des fortes températures, la direction revient pinailler pour que ceux d'entre nous en intérim portent le gilet jaune. Une manière de nous fliquer et de nous diviser. Attention, la dernière fois que nous l'avons porté tous ensemble sur les ronds-points, le gilet jaune a fait trembler plus d'un bourgeois.

Désertion involontaire à la cantine.

Le prix de la cantine à la PIC a triplé pour ceux et celles en intérim, depuis la semaine dernière. Conséquence, nous sommes un quart de collègues en moins à y manger. Une injustice faite pour nous diviser, en empêchant une partie d'entre nous de pouvoir discuter autour d'un repas à la cantine. Ce traitement inégal est révoltant ! Ceux qu'on aurait bien envie de mettre au régime, ce sont les actionnaires de La Poste.

Des habits pour les gendarmes et les policiers.

Des habits de travail pour les gendarmes et les policiers

arrivent à la PIC pour être dispatchés dans la région Nord. Des casques, des gants, des grosses chaussures, un accoutrement que certains d'entre nous connaissent bien dans les manifestations. La Poste habille les forces de l'ordre, elle en aura besoin face à notre colère qui monte.

Avec ou sans RAP, il faut nous battre pour les salaires.

Comme chaque année, la direction nous invite à postuler pour les RAP. Chacun est libre de postuler ou non. Mais gardons bien en mémoire que tout ce dispositif n'a qu'un objectif : diviser les travailleurs. En faisant miroiter tous les ans des promotions et leurs maigres augmentations de salaire, La Poste nous met en compétition et cherche à augmenter notre productivité. Alors, ne soyons pas dupes, qu'on l'ait demandé ou pas, restons unis dans les services pour exiger des augmentations de salaire pour toutes et tous !

Martinique : l'État au secours des profiteurs

La lutte contre la vie chère se poursuit en Martinique. L'envoi de CRS en renfort dans l'île ne suffit pas à étouffer la révolte, alors le gouvernement propose ses mesures à lui : subventionner à coup d'argent public les entreprises de fret qui livrent les marchandises par bateau dans l'île. Cela revient à donner encore plus d'argent à la CMA-CGM, dont le patron est déjà la huitième fortune de France ! Les travailleurs, eux, réclament des salaires à 2 000 euros minimum et dénoncent les surprofits des transporteurs et de la grande distribution.

Dettes et déficits : et si on parlait de l'argent versé au patronat ?

En cette période de bouclage du budget, tous les commentateurs reprennent en chœur le refrain du gouvernement sur les déficits trop importants, sur la dette qui se creuse. Mais il n'est jamais question des milliards versés au patronat. Cela représente pourtant 80 milliards d'exonérations par an, dont 45 milliards pour l'exonération des cotisations patronales sur les petits salaires. De l'argent, il y en a, encore faut-il aller le chercher là où il se niche !

**Toutes nos publications sur
site : <https://npa-revolutionnaires.org/>**